

# Le Cocom et la démocratisation de l'Europe de l'Est

PAR BERNARD ALTER

**D**epuis la mi-février les 17 membres du Cocom (Comité de Coordination Multilatéral de Contrôle des Exportations) à savoir essentiellement les pays de l'OTAN, le Japon et l'Australie, ont décidé d'assouplir les contrôles sévères qui réglaient les exportations de produits de technologies dites sensibles, à destination des pays du pacte de Varsovie.

L'élargissement des listes devrait concerner trois domaines : les machines outils, l'informatique et les télécommunications.

En ce qui concerne les machines-outils, on se souvient du scandale "Toshiba", mis à l'index en 1988 pour avoir exporté des machines-outils en principe capables de servir à la fabrication d'hélices de sous-marin ultra-silencieuses.

Dans le domaine de l'informatique, le dernier épisode fameux de cette guerre des contrôles a été l'obligation faite au Ministère ouest-allemand de l'intérieur de rapatrier à l'ouest les calculateurs qu'il avait été autorisé à mettre à disposition pour les élections est-allemandes. A contrario, la Hongrie qui pensait pouvoir compter sur ses propres forces en ce domaine a dû attendre plus d'une semaine, pour avoir des résultats représentatifs, l'ensemble du dispositif informatique mis en place ayant rendu l'âme quelques instants après la fermeture des bureaux de vote.

Les télécommunications sont dans une grande agitation : La société de téléphone nord-américaine US-West vient par exemple de signer un accord de "joint-venture" avec les PTT hongrois pour mettre en place et exploiter un réseau de radio téléphone. Ce réseau devrait desservir à Budapest, en 1991, 50 000 abonnés, et permettre une extension rapide du réseau sans avoir à installer des câbles (opération longue et coûteuse). Toutefois cet accord est encore soumis à l'approbation du Cocom.

De son côté, la société ouest allemande SEL (Standard Elektrik Lorenz), filiale du groupe français Alcatel, annonce avoir reçu l'autorisation officielle de la RDA pour conclure un accord de "joint-venture" avec le combinat "Nachrichten-electronik" pour la modernisation des usines de fabrication d'équipements pour le réseau est-allemand de télécommunication.

par cas (si possible quand les intérêts américains sont dominants dans l'opération à réaliser).

L'accord passé par US-West avec les PTT hongrois n'est certainement pas étranger aux propositions américaines présentées au Cocom en vue de la libéralisation du domaine du radio-téléphone.

Leur position est par contre totalement négative en ce qui concerne les transferts de technologies qui intéressent SEL. En fait au delà de cette guerre commerciale par Cocom interposé, il semble que les Américains seraient prêts à la condition que les contrôles soient maintenus sur l'URSS.

Les Allemands font valoir qu'une telle position est difficilement tenable : qu'en est-il par exemple des pays baltes ? Ceux-ci offrent des opportunités de coopération très intéressantes : Riga (en Lettonie) est l'un des centres importants de fabrication d'équipements téléphoniques en URSS ; la partie occidentale du câble transsibérien en fibre optique (opération où l'on trouve US-West et Siemens, mais dont les français sont exclus) passerait précisément par Moscou-Vilnius-Kaliningrad.

Les négociations qui ont lieu en mars et début avril 90 n'ont toujours pas permis d'aboutir à un accord. Tout juste voit-on plus clair dans les positions de chacun des pays membres du Cocom.

— Les allemands ont réussi à rallier à leurs positions la plupart des pays européens (à quelques nuances près pour ce qui concerne la France et le Royaume Uni),

— Le Japon et le Canada représentent le camp des "libéraux",

La balle est donc du côté américain : leur confiance dans le caractère irréversible de la démocratisation en cours des pays de l'Europe de l'Est serait-elle trop emprunte de doutes ?



La presse spécialisée se fait largement l'écho d'accords de principe entre Allemands et Américains pour assouplir les contrôles du Cocom (toujours en place). En fait il s'agit surtout d'une guerre de communiqués : en effet si les Allemands souhaitent le retrait pur et simple des télécommunications des domaines contrôlés par le Cocom, les Américains quant à eux sont beaucoup plus réticents. Ils souhaitent maintenir le contrôle et débloquent les affaires au cas